

SOMMAIRE

LISTE DES TABLEAUX.....	II
LISTE DES SIGLES ET ABREVIATION.....	III
REMERCIEMENTS.....	IV
INTRODUCTION.....	1
PARTIE I : SITUATION DU MONDE RURAL.....	2
CHAPITRE 1 : Autoconsommation de production et pauvreté.....	3
CHAPITRE 2 : Problèmes rencontrés et les conséquences dangereuses.....	8
PARTIE II : POLITIQUE AGRICOLE.....	12
CHAPITRE 1 : Relancer l’agriculture par cinq actions prioritaires.....	14
CHAPITRE 2 : Exécution des plans d’action pour mettre l’agriculture au service du développement.....	25
CONCLUSION.....	29
BIBLIOGRAPHIES.....	i
ANNEXES.....	ii
TABLE DES MATIERES.....	iii

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Répartition de l'activité économique par secteur.....p3

Tableau 2 : Indicateurs de croissance.....p8

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

CAADP : Comprehensive African Agriculture Development Program

CSA: Centres de Services Agricoles

FDA: Fonds de Développement Agricole

INSTAT : Institut National de la Statistique

MAAF : Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et du Forêt

ONG : Organisations Non Gouvernementaux

PDDA : Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture Africaine

PPP : Partenariats Public/Privé

PSA : Programme Sectoriel Agricole

REMERCIEMENTS

Pour commencer, je veux adresser mes remerciements à DIEU tout puissant qui me donne de la santé et des forces pour pouvoir réaliser ce travail de mémoire.

Je remercie également mon directeur de mémoire, Monsieur RAZAFINDRAVONONA Jean, pour sa grande disponibilité et ses encouragements tout au long de la rédaction de ce travail de mémoire.

Enfin, j'adresse mes remerciements à la faculté de DEGS au sein du département de l'économie, le Doyen de la faculté de DEGS : Monsieur RAKOTO David, le chef de département de l'économie : FANJAVA Refeno, mes collègues pour la qualité de leur travail et leur bonne humeur à toute épreuve.

INTRODUCTION

Madagascar est un pays à vocation agricole. Les terres non-cultivées et cultivables sont abondantes, les zones relativement facilement irrigables sont encore nombreuses. De plus, plus de 70% de la population malgache vit en milieu rural essentiellement avec des activités agricoles.

Pourtant, l'agriculture reste généralement dominée par les types d'exploitations rattachés à de longues traditions : exploitations familiales utilisant la force manuelle des membres de la famille, peu d'équipement, beaucoup de travail, des procédés traditionnels, une polyculture.

On peut dire que la petite culture est techniquement sous-équipée et économiquement suréquipée. Sous-équipée car l'exploitation n'arrive pas à réunir tous les matériels dont elle a besoin ; suréquipée dans la mesure où les matériels insuffisants ne sont pas utilisés de manière rationnelle.

Face à cette situation, on peut se poser la question : comment peut-on promouvoir le secteur agricole pour favoriser le développement dans le milieu rural ?

L'objectif de la recherche c'est d'augmenter la production pour une forte contribution au PIB, pour mettre fin à l'extrême pauvreté et aussi rendre compétitive l'exportation.

On peut supposer que l'agriculture est un facteur essentiel de la croissance économique.

La méthodologie qu'on utilise c'est d'analyser le développement du secteur agricole par rapport à la croissance démographique.

Pour mieux comprendre à toutes ces situations, deux parties sont proposées. La première partie entame la situation du monde rural en analysant l'autoconsommation de production et la pauvreté et aussi parle des problèmes rencontrés et les conséquences dangereuses. Dans la seconde partie que l'on consacre sur la politique agricole. Cela permet de discuter la relance de l'agriculture ainsi l'exécution des plans d'action pour mettre l'agriculture au service du développement.

PARTIE I : SITUATION DUMONDE RURAL

CHAPITRE I : AUTOCONSOMMATION DE PRODUCTION ET PAUVRETE

Section 1 : Autoconsommation de production

A Madagascar où plus de 70% de la population vivent de l'agriculture c'est-à-dire que la population malgache est composée majoritairement d'agriculteurs. Toutefois la production agricole est loin de satisfaire les besoins de la population et les techniques agricoles utilisées par les paysans dégradent le milieu en l'appauvrissant progressivement.

L'économie de la plupart des pays africains reste basée essentiellement sur l'agriculture. A Madagascar, en comparaison avec ses semblables africains, l'agriculture emploie plus de 80% de la population active et contribue à presque 29% du PIB réel .Il joue un rôle crucial dans son territoire. Malheureusement, la population malgache vit dans l'insécurité alimentaire. Alors que la mondialisation, la technologie, la mécanisation et l'industrialisation sont le contexte de l'économie mondiale, notre pays, encore industriellement retardé, pratique la technique de production traditionnelle, peu évolutive. Selon l'UNESCO « l'agriculture prédomine dans la création d'emplois avec plus de 80,5% de la population active qui y est occupée. Pourtant, c'est dans l'agriculture que le revenu annuel moyen de l'emploi salarial est le plus faible »¹.

Selon le MAAF : « En 2000, l'agriculture représentait environ 29% du produit Intérieur Brut (PIB). L'agriculture malgache se caractérise par une multitude des petites exploitations (surfaces cultivées moyennes : 1,2 ha par exploitation) qui associent plusieurs activités (culture et élevage) et dont les produits sont principalement orientés vers l'autoconsommation. »²

¹ UNESCO, *Document Unesco de Programmation Pays. Madagascar 2012-2013*, Janvier 2012

² MAAF, « les politiques agricoles à travers le monde : quelques exemples. Madagascar », 2014

Tableau 1 : Répartition de l'activité économique par secteur

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	Industrie	Services
Emploi par secteur (en % de l'emploi total)	80,4	3,7	15,8
Valeur ajoutée (en % du PIB)	26,4	16,1	57,5
Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)	-6,1	22,7	6,0

Source : Banque Mondiale - 2014.

Madagascar est un pays à vocation agricole. Selon les statistiques, de grandes superficies restent inexploitées. Ceci représente un manque à gagner non négligeable pour le pays (le secteur produit actuellement 35% du PNB) car le développement du secteur agricole pourrait très bien être un levier important pour le développement du pays en général. A ce manque à gagner vient s'ajouter une menace récente : l'accaparement des terres par les firmes ou exploitants étrangers qui est devenu et va devenir un sujet de tension de plus en plus grandissant.

La perception actuelle du monde rural malgache met en premier plan l'énorme potentiel en agriculture, élevage et pêche, mines, bois, avec des paysans travailleurs, facile à former et en face, la pauvreté. La majorité de la population rurale vit en dessous du seuil de pauvreté. L'insécurité alimentaire fait partie de leur quotidien et ce, à cause du niveau de leur revenu nettement inférieur à la moyenne nationale.

Cette situation est aggravée par l'insuffisance de bonne gouvernance car les services à la base sont éloignés et le niveau du personnel de terrain insuffisant. L'économie rurale est fermée et faiblement intégrée dans l'économie mondiale. La transformation des produits agricoles reste embryonnaire. Le système rural est fragmenté et peu organisé. Les liens essentiels entre la production, la transformation et la commercialisation sont flous. Les agriculteurs et leurs associations n'ont presque pas la possibilité d'accéder aux informations techniques, commerciales et managériales. La logistique est faible en matière d'intrants, d'appui conseil et d'approvisionnement. En amont, les points de vente des facteurs de production et l'accès au capital aussi bien financier que foncier font défaut. En aval les infrastructures de stockage, de conditionnement, de transformation, de marchés manquent.

La permanence de deux types d'économies, avec :

D'une part, l'agriculture de subsistance difficilement ouverte aux innovations et n'intégrant pas suffisamment l'économie de marché, rend difficile la production de cultures viables, commercialement capables de générer des revenus pour améliorer les conditions de vie. Cette situation est à l'origine de l'importation des produits alimentaires de base comme le riz. En effet, le riz constituant l'aliment de base, les paysans adoptent un comportement prudentiel rationnel et préfèrent le produire eux-mêmes plutôt que d'avoir à l'acheter à un prix aléatoire. En conséquence l'orientation de l'agriculture vers l'autosubsistance persiste avec une faible connexion au marché et des niveaux de productivité très faible.

D'autre part, l'économie vivrière marchande émergente aux alentours des grandes agglomérations et des sites touristiques alimente les besoins du marché notamment les grandes surfaces et les grands restaurants. Elle commence à être sollicitée par l'exportation: cas de la pomme de terre, du haricot vert, du cornichon et des épices (piments, oignons, gingembre). En expansion, cette économie marchande est à l'origine de la diversification de la production et du développement des initiatives, en répondant aux problèmes fonciers par une gestion intensive de l'espace rural. Elle préfigure les transformations à venir de l'ensemble des campagnes.

Le vieillissement et le mauvais entretien des cultures d'exportation sont à l'origine de la baisse de la production et de la mauvaise qualité. Seuls, la vanille et le litchi, appuyés par les projets bilatéraux ou multilatéraux, connaissent un regain d'essor avec l'apparition de nouvelles plantations.

La dégradation de l'environnement due aux feux de brousse successifs et aux cultures sur brûlis est à l'origine de la baisse de la fertilité des sols, de la régression des parcours servant de pâturage et de la détérioration des réseaux hydro agricoles. L'envasement des barrages et des canaux entraîne l'ensablement des rizières, la rupture des digues et provoque des inondations...

Le monde rural reste soumis aux catastrophes et fléaux naturels: cyclones, inondations, sécheresse, organismes nuisibles et maladies.

Section 2 : Pauvreté

La pauvreté reste remarquablement un phénomène rural. En effet, les nombreuses réformes économiques mises en œuvre à Madagascar depuis le milieu des années quatre-vingt n'ont pas suffi à mettre le milieu rural malgache sur le chemin de la croissance. Malgré une embellie de la situation macroéconomique du pays à la fin des années quatre-vingt-dix, les conditions de vie des ménages ruraux ont continué à se dégrader et les écarts de développement entre milieu rural et milieu urbain n'ont cessé de se creuser.

La pauvreté en milieu rural peut être constaté par :

-La faiblesse du revenu :

Le revenu des ménages provient de nombreuses sources : activités agricoles, activités informelles, salaires formels, dividendes du capital formel, revenus du métayage, transferts des autres ménages et du gouvernement. Chaque ménage peut ainsi percevoir des revenus provenant de plusieurs sources. Une partie du revenu total est épargnée. En effet, les ménages ruraux sont tous des ménages agricoles. Ces derniers sont définis comme tous ceux qui tirent un revenu de l'exploitation de la terre.

-La malnutrition :

Qui reste encore un fléau qui frappe particulièrement les enfants de moins de 5 ans.

-Le niveau d'instruction :

La pauvreté est fortement reliée au niveau d'éducation.

En 2001, 48 % de la population malgache sont analphabètes dont 61 % vivent en milieu rural et 50,6 % sont des femmes.

En effet, 60 % des enfants en milieu urbain ont une scolarité complète contre seulement 12 % en milieu rural.

Plusieurs facteurs sont à l'origine de cette situation précaire dans le domaine de l'éducation: la faiblesse du niveau de revenu de la majorité de la population, l'enclavement des communes suite à la dégradation des routes et pistes rurales.

-La santé :

L'état de la pauvreté est également perceptible à partir des conditions de la santé publique. En effet, la prévalence des maladies transmissibles telles que la peste, la bilharziose, la cysticercose, la lèpre, le VIH/sida et le paludisme accentuent la pauvreté.

-L'accès à l'eau potable :

L'accès à l'eau potable reste très limité. En 2001, 23,8 % de la population avait accès à l'eau potable, soit 24,4 % des ménages, dont 59 % en milieu urbain et moins de 10 % en milieu rural.

CHAPITRE II : PROBLEMES RENCONTRES ET LES CONSEQUENCES DANGEREUSES

Section 1 : quelques problèmes majeurs

Le faible produit agricole sur le marché : la plupart des producteurs se plaignent du fait que leurs produits sont achetés à des prix trop dérisoires sur le marché, soit par des grossistes, soit par des collecteurs et autres intermédiaires.

Le manque d'équité tout au long de la chaîne commerciale : alors que le paysan fournit le plus d'effort pendant des mois, investissant de sa petite économie (pour l'achat ou la production de semence, pour l'engrais, les pesticides...) et prenant tous les risques à son compte pour produire des aliments pour les consommateurs, ce sont le plus souvent les intermédiaires (collecteurs, grossistes-revendeurs, les supermarchés et les exportateurs agricoles) qui tirent le plus grand profit de leur dur labeur.

L'insuffisance de conseil et d'encadrement agricole : beaucoup de paysans se plaignent des manques, et aussi des contradictions et incohérences des conseils et orientations agricoles fournies par les différents techniciens agricoles qui passent (sporadiquement) chez eux. Il en a été ainsi, par exemple, dans certains cas de l'usage de différents produits chimiques qui ont été plutôt « dumpés » sur leurs exploitations (souvent dans le cadre de « projets de développement ») et sans qu'il y ait de suites ni de mesures d'accompagnement appropriées. À terme, ces genres de projets ne font que décevoir et affaiblir le paysan.

Madagascar est un des pays les plus pauvres du monde et est confronté à d'immenses défis tels que la réduction de la pauvreté, la lutte contre la corruption et la réforme de la propriété foncière. Depuis la crise politique, la situation s'est nettement dégradée : la pauvreté touche désormais 92% de la population, contre 68% en 2005. Le pays a également subi le passage de cyclones. Fin 2013, 4 millions de ruraux souffraient de la famine suite à la dégradation de l'agriculture. L'insécurité règne au sud du pays (voleurs de bétail en arme).

Tableau 2 : Indicateurs de croissance :

	2012	2013	2014	2015 (e)	2016 (e)
PIB (milliards USD)	9,92	10,60	10,67	9,51	9,17
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	3,0	2,3	3,3	3,4	4,6
PIB par habitant (USD)	445	462	453	393	368
Endettement de l'Etat (en % du PIB)	33,7	34,0	34,7	35,4	43,6
Taux d'inflation (%)	5,7	5,8	6,1	7,6	7,4
Balance des transactions courantes (milliards USD)	-0,67	-0,59	-0,03	-0,13	-0,20
Balance des transactions courantes (en % du PIB)	-6,7	-5,6	-0,2	-1,3	-2,2

Source: FMI - World Economic Outlook Database - 2014.

Note : (e) Donnée estimée

Section 2 : Les conséquences dangereuses

Dans le contexte actuel : il est bien connu que les paysans mal informés, malformés et surtout non motivés utilisent les produits chimiques (notamment les pesticides) à tort et à travers. Ceci ayant des conséquences très dangereuses sur la nature (les ressources naturelles) et l'écosystème en général à long terme, mais plus immédiat, sur la santé humaine, les consommateurs qui avalent une quantité une quantité de produits toxiques anormalement élevée. Les conséquences sont les différentes maladies du XXI^{ème} Siècle, subtiles, incompréhensibles et parfois incurables.

Dans le futur : les moins alarmistes admettent que des crises alimentaires localisées ou mondiales seront répétées et inévitables dans différentes régions du monde dans le futur. Bien que les conditions à Madagascar semblent jusqu'à présent être favorables, compte tenu de la capacité des agriculteurs à s'adapter au changement climatique , la réduction des catastrophes naturelles depuis quelques années, le changement climatique favorable pour beaucoup de région de Madagascar , une nature généreuse , la croissance

soutenue de la population et surtout la tendance croissante et incontrôlée des population à migrer vers les zones urbaines est un danger potentiel pour la sécurité alimentaires et les tensions sociales qui peuvent s'en suivre.

L'agriculture familiale malgache est essentiellement orientée vers la production pour l'autoconsommation, puisqu'environ 75% de la production vivrière des ménages ruraux est autoconsommée³. Ainsi, les exploitations familiales produisent d'abord pour leur propre consommation, et les stratégies de production développées par les chefs de ménage visent à assurer la satisfaction des besoins alimentaires, ce qui est souvent considéré comme une limite ou même un frein à la croissance économique. L'agriculture familiale serait surtout de subsistance avec des productions vivrières diversifiées, alors que le modèle souvent promu correspond à des exploitations spécialisées et orientées vers la production commerciale. Mais ces stratégies de sécurité alimentaire trouvent leur raison d'être dans les risques auxquels doivent faire face à la fois le chef d'exploitation dans ces choix de production et le chef de famille dans ses choix pour satisfaire les besoins de sa famille. Importants, ces risques sont à la fois naturels et économiques : les fluctuations de prix et surtout la faible rémunération du travail que permettent les prix à la production, la grande asymétrie d'informations, l'enclavement et le manque de débouchés, les rapports de prix défavorables entre prix des produits agricoles à la production / prix des intrants, prix à la production des produits agricoles / prix des denrées alimentaires dans la zone de production, sont autant de facteurs qui n'incitent pas les producteurs à s'engager trop fortement dans la production pour la commercialisation.

Cependant, comme les données l'attestent, l'agriculture familiale assure aussi la plus grande part de la production commercialisée. Les exploitations familiales commercialisent 25% de leurs productions vivrières (riz, manioc, etc.), produisent 45% des productions industrielles nationales (arachide, canne à sucre) et plus de 90% des produits de rente comme la vanille, le café et le girofle⁴. Ce sont ces productions qui assurent l'alimentation de la population malgache urbaine et qui constituent l'essentiel des exportations de produits agricoles et alimentaires du pays.

Enfin, cette propension des agriculteurs familiaux à produire pour l'autoconsommation, peut être transformée en atout dans la lutte contre la pauvreté et pour l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Ainsi, une augmentation de

³ INSTAT, 2011

⁴ *Ibid.*

rendement et/ou de prix des produits agricoles vivriers, même faible, va avoir des effets très larges car cela concerne une population importante. Ces effets porteront à la fois sur le revenu et sur le niveau de sécurité alimentaire, soit directement par augmentation du disponible, soit indirectement par augmentation du revenu monétaire (pour la partie vendue) et donc d'achat de denrées alimentaires. La transmission intergénérationnelle du patrimoine foncier, et le morcellement des terres qui en résulte, relève aussi en grande partie de questions spécifiques à l'agriculture familiale tout en soulevant des conséquences à plus large échelle puisque c'est un des facteurs de la migration vers les villes où les emplois dans les autres secteurs sont insuffisants pour donner des moyens d'existence à ces migrants.

PARTIE II : POLITIQUE AGRICOLE

Que faire et par où commencer pour s'attaquer aux nombreuses contraintes contribuant à la mauvaise performance du secteur agricole de Madagascar? On va parler alors d'une relance de l'agriculture.

CHAPITRE I : RELANCER L'AGRICULTURE PAR CINQ ACTIONS PRIORITAIRES

Transformer l'agriculture de subsistance en vigueur aujourd'hui en une agriculture commerciale prospère et dynamique ne s'annonce pas facile, pour deux raisons principales.

Premièrement, la plupart des activités agricoles sont privées et, donc, les dépenses publiques ne peuvent stimuler leur croissance que de manière indirecte. Les politiques gouvernementales peuvent jouer un rôle de catalyseur dans la stimulation des investissements privés et des services, mais ces interventions doivent être ciblées de manière appropriée et programmées correctement, afin d'encourager plutôt que d'évincer les initiatives privées. Deuxièmement, la transformation ne deviendra possible que lorsqu'un grand nombre de conditions préalables auront été remplies, toutes nécessaires, bien qu'aucune d'entre elles ne soit suffisante en elle-même. Ceci signifie qu'il n'existe pas de solutions rapides et simples - pas de solution miracle - pour relancer l'agriculture.

Pourtant, si la transformation du secteur agricole de Madagascar s'annonce énormément difficile, elle n'en demeure pas moins possible, et justifie une attention immédiate et soutenue de la part des décideurs politiques.

Section 1: Vision à court terme

Dans ce contexte, cinq actions prioritaires sont proposées pour une mise en œuvre immédiate, dans l'objectif d'aider à relancer l'agriculture dans le court terme.

Action 1: Renforcement des systèmes de distribution privés

Une croissance soutenue de la productivité agricole requiert une innovation technologique continue, qui dépend (entre autres choses) de la disponibilité en temps utile des intrants tels que la semence, l'engrais et les produits chimiques pour les cultures. Les systèmes de distribution d'intrants menés par le secteur privé se sont montrés un véhicule approprié pour garantir cette disponibilité. Par le passé, la distribution d'intrants à Madagascar était effectuée par des agences publiques et des organismes para étatiques avec des résultats plus que mitigés. Ce constat a poussé les autorités à élaborer une nouvelle stratégie nationale pour la semence et l'engrais, centrée sur les prestations de service du secteur privé, mais cette stratégie n'a pas encore été mise en œuvre.

-Semence:

La dissémination des variétés de semences modernes représente une des plus prometteuses sources de “gains rapides ” pour l’agriculture malgache. Ces variétés modernes possèdent le potentiel d’accroître les rendements de pratiquement tous les principaux produits cultivés à Madagascar. La production et la commercialisation des semences sont, par nature, des activités commerciales, ce qui suggère que les efforts de renforcement des systèmes de distribution de semence devraient être menés par le secteur privé. En même temps, celui-ci peut avoir besoin de l’appui des autorités, notamment dans la phase initiale de ses activités. Cet appui pourrait se présenter sous deux formes: d’une part, des investissements publics qui réduisent les coûts de R&D des sociétés privées (par exemple, des investissements publics dans la recherche sur la phytogénétique et la production de semences de base), et d’autre part la promulgation de politiques qui favorisent l’émergence d’une filière de semence diversifiée et compétitive. Les actions spécifiques nécessaires dans ces deux domaines sont énoncées dans la Stratégie Nationale de Semence, récemment élaborée, dont la mise en œuvre a été stoppée par la crise politique.

-Engrais :

Le développement d’une filière engrais efficiente, rentable et compétitive nécessite un renforcement de la demande d’engrais et des circuits d’approvisionnement. La demande d’engrais demeure actuellement très faible à Madagascar, c’est pourquoi les actions entreprises pour améliorer l’approvisionnement n’aboutiront pas, à moins qu’elles ne soient accompagnées d’activités qui peuvent accroître la demande effective. Les interventions possibles comprennent des mesures qui peuvent améliorer la capacité des agriculteurs à accéder au crédit nécessaire pour acheter l’engrais, ainsi que l’utilisation de bons (vouchers) pour engrais, afin de rendre ce dernier accessible aux agriculteurs les plus pauvres.

Il semble toutefois important que ces programmes restent limités dans le temps et que les subventions s’éliminent progressivement, au fur et à mesure que les quantités utilisées d’engrais augmentent et que la distribution commerciale devient rentable. Le programme d’urgence financé par la Banque Mondiale en 2008 pour promouvoir l’utilisation d’engrais pendant la crise alimentaire mondiale avait réussi à dynamiser la production, mais le programme s’est révélé très coûteux à cause d’inefficiences techniques et d’un taux très faible de remboursement des prêts, ce qui montre que le modèle de mise en œuvre mené par le secteur public n’est pas soutenable.

Les efforts pour renforcer la demande d’engrais doivent s’accompagner d’efforts parallèles pour améliorer les circuits d’approvisionnement. A nouveau, le rôle central devrait

être tenu par le secteur privé. L'attention devrait se concentrer, à l'origine, sur les zones à population plus dense, donc plus rentables, et plus attractives pour les opérateurs privés. Comme pour la semence, l'appui public peut être nécessaire pendant une phase initiale pour faciliter l'émergence de sociétés privées d'engrais, mais cet appui devrait être limité dans le temps. L'engrais basé sur le guano, produit localement, représente une source d'azote, potentiellement d'un bon rapport coût/efficacité. Or, étant donné que, dans la plupart des cas, l'engrais basé sur le guano devra faire l'objet d'ajout de potassium, de phosphore et de micronutriments assortis indisponibles à Madagascar, cette filière locale d'engrais devra s'appuyer sur une politique intelligente d'importation. Le Gouvernement devrait promouvoir l'investissement privé dans la filière (par exemple, par la réduction des exigences réglementaires et des restrictions commerciales, par la réduction des impôts et des droits à l'importation et par l'attribution de garanties de crédit partiel), mais il devrait éviter de participer directement à l'importation et à la distribution d'engrais. Le Ministère de l'Agriculture a récemment obtenu un financement de la part d'investisseurs privés indiens pour appuyer la construction de six usines d'engrais. Cette initiative paraît bienvenue, mais les termes de ces transactions doivent être rendus publics, et il importe que la gestion et le fonctionnement des installations incombent rapidement au secteur privé.

Action 2: Renforcement des compétences des agriculteurs

L'amélioration des intrants, dont la semence et l'engrais, se doit d'être accompagnée par des programmes de formation auprès des agriculteurs, qui doivent apprendre à les utiliser. Maintenir les agriculteurs bien informés et dotés des bonnes connaissances repose sur un système de vulgarisation et de perfectionnement. En l'absence d'un service public de vulgarisation agricole, la seule option pratique à Madagascar pour la prestation de services de vulgarisation réside dans le recours à des prestataires de services privés et d'ONG. Dans un sens, cette dépendance semble souhaitable car les services de vulgarisation fournis par un service public géré au niveau central, ont été, en général, discrédités. Au cours des dernières années, le Gouvernement et plusieurs partenaires au développement ont essayé de promouvoir l'émergence de services de conseils privés en finançant la mise en place des Centres de Services Agricoles(CSA), dont la fonction consiste à mettre en relation les producteurs avec les prestataires de services. La mise en place du réseau de CSA s'est ralentie pendant la crise politique, et il semble encore trop tôt pour évaluer cette initiative. Son succès à long terme dépendra de l'existence d'une forte demande effective pour les services agricoles, parce que

sans demande effective, il n'existera guère d'incitations pour les prestataires de services privés à développer leurs activités.

Pour cette raison, il importe de continuer à appuyer l'approche CSA en soutenant les organisations de producteurs, en vue d'une utilisation payante des services de conseils, comme aujourd'hui via un certain nombre de projets de développement qui devraient être coordonnés à travers le Fonds de Développement Agricole (FDA). Des efforts apparaissent également nécessaires pour renforcer les organisations de producteurs elles-mêmes, étant donné que celles-ci restent très peu développées à Madagascar par rapport à de nombreux autres. Reconnaissant le manque de capacité de la population rurale ciblée par les programmes de développement agricole, certains partenaires techniques et financiers ont engagé des ressources importantes dans une nouvelle initiative visant à renforcer les compétences de la main d'œuvre agricole. La plupart des interventions proposées ont été conçues pour décentraliser les activités de formation, en les déplaçant des établissements d'enseignement traditionnels, situés dans les grands centres urbains, vers les clients cibles situés dans les zones rurales. L'idée consistait à mettre à la portée des communautés rurales des cours de formation professionnelle qui leur permettraient d'améliorer leurs compétences techniques dans la gestion d'exploitations agricoles commerciales et d'entreprises agro-alimentaires.

Action 3: Identifier des gains rapides dans les infrastructures au niveau des exploitations

Le manque d'infrastructures reste une contrainte majeure, en particulier celles liées à l'irrigation, à la transformation des produits agricoles, et au stockage des récoltes. Contrairement à la perception largement répandue selon laquelle supprimer les contraintes relatives aux infrastructures nécessite forcément des investissements publics massifs et soutenus, l'expérience montre que des investissements relativement modestes dans des infrastructures de petite échelle peuvent avoir des impacts rapides et significatifs sur la production. Une priorité urgente pour le gouvernement sera d'étendre l'irrigation par la stimulation des investissements dans des technologies d'irrigation de petite échelle accessibles (à la fois des systèmes gravitaires et des systèmes de pompes). La réussite des programmes pilotes mis en œuvre à Madagascar et dans d'autres pays montrent l'efficacité des financements à frais partagés comme moyen de mobilisation des contributions des bénéficiaires, et pour assurer la rentabilité des investissements ainsi que leur entretien au cours du temps. Trait distinctif qui a contribué à la réussite des systèmes d'irrigation de petite

échelle, ces derniers se montrent plus susceptibles de répondre aux besoins des communautés locales, car ces dernières peuvent intervenir sur les décisions concernant la gestion de l'eau.

Une deuxième priorité urgente tiendra à la de promotion des investissements dans la construction et à l'utilisation efficace des greniers villageois. La plupart des agriculteurs à Madagascar n'ont pas la possibilité de stocker des grains pour des périodes prolongées sans subir de pertes significatives. Par conséquent, ils sont forcés de vendre leur production tout de suite après la récolte, à bas prix, et d'acheter des grains plus tard dans la saison, lorsque les prix ont enchéri. Avec des installations et des systèmes de stockage fonctionnels, ils se montreraient capables, plus stratégiquement, de conserver des provisions vivrières pour le ménage tout en programmant leurs ventes, de manière à profiter des prix favorables. Les exemples de réussite abondent à Madagascar et dans de nombreux pays pour augmenter la capacité de stockage au niveau villageois et/ou pour améliorer l'utilisation des installations existantes en introduisant des systèmes de stockage de grains dans le cadre desquels les agriculteurs qui déposent leurs récoltes reçoivent une avance en espèces contre les recettes issues des futures ventes. La clé de la réussite ne réside pas seulement dans la construction de l'installation physique, mais également dans le développement de la capacité des usagers à gérer les stocks de manière efficace.

Action 4: Amélioration des routes desservant les zones de production à haute potentialité

La transition d'une agriculture de subsistance vers une agriculture commerciale se doit de reposer sur un réseau routier qui relie les zones de production avec les marchés, pour les intrants et les consommateurs. Certaines des zones principales de production agricole, dont les "cuvettes de riz" du Lac Alaotra et d'Andapa, ne peuvent s'appuyer que sur une mauvaise liaison routière avec Antananarivo et d'autres centres majeurs de consommation. De même, les agro-industries situées en milieu urbain et en périphérie ne peuvent s'approvisionner en matières premières à moindre coût en raison de la mauvaise qualité des transports.

Il demeure certain que la construction de routes se révèle coûteuse dans un contexte marqué par une forte contrainte sur le budget de l'Etat, ce qui requiert une action ciblée et modeste. Actuellement, il existe peu de capacité pour entreprendre l'analyse rigoureuse nécessaire pour assurer que les investissements dans le transport soient ciblés efficacement.

A plus long terme, il deviendra nécessaire d'évaluer l'importance relative des routes primaires par rapport aux routes secondaires et tertiaires, ainsi que le bon équilibre entre la construction de nouvelles routes et l'entretien des routes existantes. Les routes rurales se montrent, par nature, relativement chères à construire et entretenir, et peu rentables car elles desservent en

général des zones à population éparse, où l'on peut s'attendre à une faible circulation, et la nature ainsi que la responsabilité de leur entretien ne pourront être déterminés que dans le contexte d'une politique de décentralisation bien comprise. Il n'en reste pas moins que l'entretien des routes sur les tronçons reliant les centres de production et les villes doit retenir l'attention, non seulement pour le développement adéquat des marchés agricoles mais aussi pour assurer la sécurité alimentaire dans les villes. La vulnérabilité de certaines régions rizicoles aux cyclones et les dégâts que ceux-ci occasionnent sur le réseau routier doivent aussi être prise en compte.

Action 5: Lancement de partenariats public/privé (PPP) pour attirer les investissements

L'agriculture se présentant essentiellement comme une activité privée, la réalisation des objectifs politiques du gouvernement dépendra, de manière cruciale, de la volonté des investisseurs privés à s'engager dans le secteur.

Les investisseurs, tant nationaux qu'étrangers, ont manifesté leur intérêt pour l'agro-industrie, mais ce potentiel a été affaibli par les obstacles légaux et administratifs ainsi que par le niveau élevé de l'ingérence politique dans les processus de décisions. Le Gouvernement a lancé un certain nombre d'initiatives visant à encourager les investissements comme, par exemple, la proposition de mettre à disposition des terrains à des termes concessionnels et l'exemption de taxes sur les machines agricoles importées, mais ces initiatives ont souvent manqué de transparence, et les avantages qu'elles ont générés ont souvent été capturés par une élite. Ces initiatives n'ont pas été suffisamment partagées et ne résultent pas d'un consensus, ce qui apparaît d'autant plus préjudiciable que le secteur est sensible, tant culturellement que socialement.

Les efforts pour attirer les investissements dans le secteur devraient toutefois s'accroître pour profiter de l'intérêt national et étranger grandissant, en accordant la priorité à la mise en place de règles du jeu claires pour les investisseurs, à la réduction des obstacles à l'entrée, et à la stabilisation de l'environnement politique. La clarification des politiques relatives à l'acquisition de terrain par les investisseurs (au moyen d'achats ou de baux emphytéotiques) se révélera particulièrement cruciale, puisque le manque d'accès à la terre constitue un obstacle majeur. L'introduction d'instruments financiers, pour préserver les investisseurs des pertes issues de facteurs climatiques ou biologiques imprévisibles et essentiellement non maîtrisables, réduirait les risques auxquels s'exposent les investisseurs dans le secteur. L'expérience réussie de partenariats public/privé (PPP) dans d'autres pays en développement a permis de montrer qu'il est possible de trouver l'équilibre entre une

exploitation commerciale rentable et le développement régional, par la création d'emplois et les synergies avec les petits agriculteurs; par exemple, par l'utilisation des systèmes transitionnels de production et l'établissement de contrats entre l'agro-industrie et les producteurs.

Section 2 : Les éléments d'une vision à long terme

Les objectifs à moyen et long termes d'une politique agricole à Madagascar s'avèrent multiples et variés. Le secteur doit accroître sa productivité pour devenir rentable et approvisionner une population qui, selon les prévisions, doublera dans un avenir relativement proche. La poussée de l'industrialisation va également déplacer des ménages vers les villes, exacerbant le problème de la sécurité alimentaire en milieu urbain. La croissance soutenue du secteur agricole apparaît aussi primordiale pour créer des emplois et stimuler l'émergence d'une industrie agro-alimentaire dans le pays. Enfin, bien maîtrisé, le secteur peut devenir une source d'exportations et de devises pour le pays car les opportunités ne manquent pas, tant pour des produits à faible valeur (riz, maïs aussi pomme de terre, manioc, sorgho) qu'à haute valeur (épices et fruits exotiques).

L'atteinte de ces différents objectifs dépendra de la capacité du Gouvernement à faire les choix appropriés de politique économique. Cela commence par la gestion des prix alimentaires, surtout celui, sensible, du riz, où un équilibre entre les intérêts des producteurs et des consommateurs devra être trouvé. Les prix alimentaires élevés (nécessaires pour stimuler l'investissement dans le secteur) profitent directement à ceux qui vivent de l'agriculture - non seulement les agriculteurs, mais également de nombreux autres intervenants dans la chaîne de valeur de l'industrie alimentaire. Or, ils pénalisent les consommateurs, surtout les consommateurs pauvres dans les villes, qui dépensent une grande part de leur revenu pour l'alimentation. Dans le court terme, le Gouvernement peut chercher à réduire les prix en contrôlant les tarifs d'importation, les taxes et subventions et en adoptant des mesures similaires pour réduire la variabilité des prix alimentaires, mais dans le long terme, de telles mesures de politique fiscale risquent de nuire au développement du secteur en décourageant les producteurs. La seule réponse qui parviendra à réconcilier ces deux intérêts divergents consiste à augmenter la productivité agricole, ce qui conduira à une baisse des coûts de production alimentaire qui devrait se répercuter sur les prix pour les consommateurs.

Les contraintes du secteur agricole à Madagascar sont bien connues, ainsi que les interventions nécessaires pour les surmonter ou même les éliminer. Pourquoi y a-t-il eu si peu

de progrès? En règle générale, les approches passées ont été trop centralisées et mises en œuvre par l'administration centrale et des agences publiques ou paraétatiques qui ont manqué de capacité et d'engagement. Souvent, les interférences et l'instabilité politique ont conduit à des actions inopportunes en faveur d'intérêts privés au détriment du bien public. En outre, l'appui public a été réparti de manière très inégale, avec une part disproportionnée des ressources publiques phagocytée par un petit nombre d'entreprises privées.

Afin de s'attaquer au manque de cohérence et de stabilité dans ses politiques agricoles, le Gouvernement a initié le développement d'une approche programmatique, le Programme Sectoriel Agricole(PSA), en 2002. Le PSA poursuit l'objectif d'énoncer une vision pour le développement à long terme du secteur agricole (dont l'agriculture, l'élevage et la pêche) et de mettre en place un cadre complet qui permettra une utilisation plus rationnelle par le secteur privé des ressources publiques, y compris celles reçues des partenaires au développement. Le travail sur l'élaboration du PSA s'est temporairement ralenti dans le contexte de crise politique, mais sa reprise s'annonce vitale car il offre l'opportunité de construire et, surtout, d'accélérer la mise en œuvre d'une politique agricole pour le court et le long terme. Il reste encore beaucoup d'efforts à faire pour que cette vision se transforme en un plan d'actions clairement défini, priorisé avec bon sens et doté d'un plan d'investissement budgétisé. Il est à noter qu'au cours de ces deux dernières années, plus de 20 pays africains ont réalisé des progrès significatifs dans l'élaboration de stratégies nationales de développement agricole, la préparation de plans nationaux d'investissement agricole et de cadres de dépenses à moyen terme dans le cadre du Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA) [Comprehensive African Agriculture Development Program (CAADP)], sous la responsabilité de l'Union Africaine et financé par plusieurs bailleurs de fonds. L'adhésion de Madagascar à ce programme lui permettrait de réaliser des économies d'échelle et d'avoir accès à des ressources humaines et à une source de financement supplémentaire pour préparer et mettre en œuvre le PSA.

C'est dans ce contexte que doivent être comprises les cinq actions prioritaires identifiées dans la section précédente. Ces cinq actions pourraient engendrer des bénéfices immédiats avec des coûts maîtrisables, et ainsi servir de tremplin pour la croissance du secteur. Pourtant, il faut reconnaître que la mise en œuvre de cet ensemble, même limité, d'actions prioritaires, ne semble pas facile. Un effort de renforcement du cadre institutionnel s'impose car les institutions publiques chargées de s'occuper de l'agriculture se montrent faibles et éclatées. De surcroît, il faut mener une analyse approfondie de la structure institutionnelle actuelle, dans l'objectif d'en identifier les forces et les faiblesses, et de

proposer les réformes nécessaires. La répartition des responsabilités entre les secteurs public et privé devra être incluse dans cet agenda, notamment dans les domaines tels que l'approvisionnement et la distribution d'intrants. Des efforts seront nécessaires pour renforcer la capacité au sein du Ministère de l'Agriculture et pour le doter des ressources humaines et financières requises pour qu'il puisse correctement assumer ses responsabilités en matière de vision stratégique, de suivi et d'exécution budgétaire, de planification des investissements et, parfois, de régulation. Cet effort devra inclure toutes les agences actives dans le secteur agricole et les administrations déconcentrées et décentralisées, qui sont amenées à jouer un rôle de plus en plus important au fil du temps. Il conviendrait d'entreprendre un exercice de planification de long terme dans le cadre de la budgétisation programmatique, afin de mieux harmoniser les objectifs avec les moyens et de sensibiliser l'ensemble des acteurs au sein du secteur. Le renforcement institutionnel devra servir à améliorer la gouvernance au sein du secteur, qui à son tour contribuera à augmenter la confiance dans les institutions.

Certaines politiques agricoles actuelles favorisent les intérêts de certains groupes aux dépens d'autres et, d'une manière générale, les interventions de l'Etat sont perçues avec méfiance par les agriculteurs et les intervenants le long de la chaîne de valeur. Il convient donc que le Gouvernement regagne la confiance des acteurs. Les objectifs ainsi que les règles du jeu ont besoin d'être clairement exprimés et expliqués de manière convaincante. La collecte et le partage de l'information demeurent essentiels dans un secteur où les conditions sont amenées à changer rapidement sous l'influence des marchés internationaux (souvent instables) et des chocs climatiques. Les règles et réglementations relatives à la production et à la commercialisation se doivent d'être communiquées opportunément, et de demeurer stables dans le temps pour procurer une certaine confiance aux investisseurs existants et potentiels. Pour les produits stratégiques tels que le riz, le blé, les produits laitiers et les huiles végétales, la transparence doit être de mise dans l'attribution des permis d'importation et des licences de distribution, pour éviter le favoritisme et établir la confiance, selon laquelle un seul ensemble de règles s'applique à tous.

Les efforts d'amélioration de la gouvernance peuvent être renforcés par l'augmentation de la responsabilisation des agences publiques vis-à-vis des citoyens qu'elles sont censées servir. Dans l'agriculture comme dans d'autres secteurs, la performance des services publics se montre faible, en partie à cause du manque de capital social dans les communautés rurales. Ceci provient généralement des connaissances limitées et des faibles compétences au sein de la population rurale, entretenues par la quasi absence d'organisations locales fortes. Par rapport à la plupart des pays en développement, Madagascar compte un

nombre réduit d'associations paysannes, de coopératives de producteurs, de sociétés d'épargne et de crédit et d'autres types de groupes communautaires. *La Note consacrée à la redevabilité sociale* propose un certain nombre d'actions visant à stimuler l'émergence de groupes de base, qui pourraient s'appliquer également au secteur rural. Ces groupes ne servent pas seulement à accroître l'efficacité des dépenses publiques mais aussi à accroître la taille du marché et ainsi à attirer les opérateurs privés, notamment les banques, qui se montrent plus enclines à prêter à un groupe qu'à des individus en raison d'économies d'échelle et de la réduction des coûts de transactions et des risques.

Enfin, si la promotion du secteur agricole apparaît comme un élément-clé pour l'avenir du pays, il semble utile de conclure que sa transformation vers une activité moderne verra des gagnants et des perdants. La commercialisation de l'agriculture récompensera ceux qui peuvent assumer la transition, mais elle désavantagera également ceux qui ne pourront pas s'adapter. Une plus forte productivité dans l'agriculture sera presque certainement accompagnée d'une diminution du nombre de personnes employées dans le secteur, ce qui signifie que la transformation agricole réussie n'aura lieu que si des opportunités attractives d'emploi alternatif peuvent être créées dans d'autres secteurs de l'économie, pour absorber la main d'œuvre libérée. Le départ de la main d'œuvre agricole sera probablement accompagné d'une migration importante de la population rurale vers les zones urbaines. La réussite de la politique agricole dépendra donc fortement des politiques de l'emploi, de l'aménagement du territoire et du décollage économique de secteurs stratégiques (mines, tourisme, industrie) ainsi que, inévitablement, de la mise en place d'une politique de sécurité sociale qui permettra aux groupes les plus vulnérables de survivre et de s'adapter pendant la transition.

Quelle est la meilleure manière d'exécuter les plans d'action pour mettre l'agriculture au service du développement ?

Pour poursuivre un plan d'action afin de mettre l'agriculture au service du développement, un pays doit nécessairement définir ce qu'il lui faut réaliser et la manière de le faire. Pour déterminer ce qu'il faut faire, il lui faut replacer l'action publique dans un cadre défini par le comportement des agents — les producteurs et leurs organisations, la participation du secteur privé dans les chaînes de valeur, et l'État. Pour avoir les moyens d'y parvenir, il faut une gouvernance efficace qui permet de mobiliser l'appui politique et les capacités d'exécution requises, dans ce cas encore compte tenu du comportement des agents — l'État, la société civile, le secteur privé, les bailleurs de fonds et les institutions mondiales.

CHAPITRE II : EXCECUTION DES PLANS D'ACTION POUR METTRE L'AGRICULTURE AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT

La définition d'un plan d'action pour une agriculture au service du développement.

Section 1: Ouverture et élargissement des voies de sortie de la pauvreté.

Les ménages ruraux poursuivent un ensemble d'activités agricoles et non agricoles qui leur permet d'exploiter les différentes compétences de leurs membres et de diversifier leurs risques. Il existe diverses portes de sortie de la pauvreté, à savoir la petite agriculture, l'emploi salarié dans l'agriculture, l'emploi salarié ou l'emploi pour compte propre dans le cadre de l'économie rurale non agricole et le départ des espaces ruraux. Ou encore une combinaison de ces différentes possibilités. Les disparités dans l'accès aux actifs et les contraintes à la mobilité entre hommes et femmes sont d'importants facteurs déterminants des voies de sorties qui peuvent être empruntées. Pour que l'agriculture puisse plus efficacement appuyer une croissance durable et réduire la pauvreté, il faut, au départ, un climat socio-politique favorable, une gouvernance adéquate et de solides fondamentaux macroéconomiques. Il faut ensuite définir un programme axé sur une combinaison de quatre grands objectifs:

- Premier objectif : élargir l'accès aux marchés et mettre en place des chaînes de valeur efficaces
- Deuxième objectif : accroître la compétitivité des petits producteurs et faciliter l'entrée sur le marché
- Troisième objectif : améliorer les moyens d'existence offerts par l'agriculture de subsistance et les emplois ruraux peu qualifiés
- Quatrième objectif : accroître le nombre d'emplois dans l'agriculture et dans l'économie rurale non agricole, et relever les niveaux de compétence.

Un pays souhaitant mettre l'agriculture au service de son développement devra formuler un programme présentant les caractéristiques suivantes :

- Les conditions préalables sont remplies.

Il faut que la paix sociale règne, que la gouvernance soit satisfaisante et que les fondamentaux macroéconomiques soient solides, sans quoi il ne sera possible de mettre en œuvre efficacement que des parties très limitées d'un programme agricole. Or ces conditions préalables n'étaient souvent pas remplies dans les pays à vocation agricole jusqu'au milieu des années 90, en particulier en Afrique subsaharienne.

- Tous les objectifs sont pris en compte

Le programme cible les quatre objectifs dans des proportions qui sont fonction du contexte national, et il précise les indicateurs qui permettront de suivre et d'évaluer les progrès en direction de chaque objectif de l'action publique.

- Les programmes sont différenciés

Les programmes diffèrent selon les catégories de pays, étant donné les différentes priorités et conditions structurelles dans les trois mondes agricoles. Les programmes doivent également être adaptés plus précisément aux conditions propres à chaque pays pour devenir une stratégie agricole nationale bénéficiant d'une large participation des parties prenantes.

- Les programmes sont durables

Les programmes doivent être écologiquement durables de manière à non seulement réduire l'empreinte écologique de l'agriculture mais aussi promouvoir une future expansion agricole.

- Les mesures préconisées sont faisables

Pour pouvoir être mis en œuvre et avoir un impact sensible, les politiques et les programmes doivent être faisables sur le plan politique, réalisables avec les capacités administratives existantes et avoir un coût financier abordable.

Section 2 : Assurer la croissance et la sécurité alimentaire

Les pays d'Afrique subsaharienne comptent plus de 80 % des ruraux des pays à vocation agricole. Dans ces pays, qui se caractérisent par le caractère souvent non échangeable de leurs denrées alimentaires et par l'avantage comparatif qu'ils détiennent dans les secteurs primaires, ce sont les gains de productivité agricole qui doivent servir de base à la croissance économique nationale et être l'instrument de la réduction de la pauvreté des masses et de la sécurité alimentaire. Les pouvoirs publics et la communauté internationale ont donc un défi considérable à relever, mais il n'est guère d'autre possibilité que de réussir dans cette entreprise, et de nouvelles opportunités permettent de se montrer optimiste.

Dans un contexte défini par l'amélioration des conditions macroéconomiques et une évolution favorable des cours des produits de base en Afrique subsaharienne depuis le milieu des années 90, la croissance agricole s'est accélérée pour passer de 2,3 % par an dans les années 80 à 3,8% entre 2001 et 2005. La pauvreté rurale a commencé à reculer dans les régions en expansion — mais la rapide croissance démographique a absorbé une grande partie des gains réalisés de sorte que le taux de croissance agricole par habitant n'a augmenté que de 1,5 %⁵. Il

⁵ Banque mondiale : *Rapport sur le développement dans le monde 2008. L'agriculture au service du développement*, Banque mondiale, Washington DC, 2008.

est maintenant possible d'accélérer la croissance et de réduire la pauvreté mais il faudra pour cela de la détermination, des compétences et des ressources. Étant donné la diversité des conditions qui règnent dans la région, l'Afrique subsaharienne compte un grand nombre de systèmes de culture et de nombreux types de denrées alimentaires de base, de sorte que l'augmentation de la productivité devra suivre une trajectoire extrêmement différente de celle observée en Asie. Bien que cette diversité complique la mise au point de nouvelles technologies, elle offre de nombreuses opportunités d'innovation. La dépendance à l'égard de la hauteur des précipitations et de leur calendrier se traduit par une plus grande vulnérabilité aux chocs climatiques et limite le recours à des technologies connues pour améliorer les rendements. Toutefois, il existe des possibilités considérables, à ce jour inexploitées, de stocker l'eau et de l'utiliser de manière plus efficace.

Le plan d'action pour mettre l'agriculture au service du développement doit comporter quatre éléments distincts dans le contexte subsaharien.

Premièrement, il importe de suivre une démarche plurisectorielle pour exploiter les synergies entre les technologies (semences, engrais, races animales), une gestion durable des ressources en eau et du sol, les services institutionnels (vulgarisation, assurances, services financiers), et la valorisation des ressources humaines (éducation, santé) — autant d'éléments qui sont liés au développement du marché.

Deuxièmement, les mesures visant à promouvoir l'expansion agricole doivent être prises sur une base décentralisée de manière à être adaptées aux conditions locales. Des approches communautaires, par exemple, devront être poursuivies, dans le cadre desquelles les femmes, qui constituent la majorité des agriculteurs de la région, joueront un rôle prépondérant.

Troisièmement, il est nécessaire de coordonner les programmes entre les pays de manière à élargir la taille du marché et de réaliser des économies d'échelle dans des services tels que la R&D.

Quatrièmement, les programmes doivent donner la priorité à la conservation des ressources naturelles et à l'adaptation aux changements climatiques pour soutenir la croissance. Pour pouvoir mener à bien ce programme, il faut que les pays opèrent dans des conditions de stabilité macroéconomique, poursuivent des politiques d'amélioration des incitations à la production et au commerce, et accroissent considérablement leurs investissements publics — en particulier dans les infrastructures, les routes et les télécommunications pour faciliter l'accès au marché, et dans la R&D pour prendre en compte

les besoins associés aux Le récent essor de l'agriculture subsaharienne a tenu à l'amélioration des incitations par les prix engendrée par des réformes macroéconomiques et sectorielles et l'augmentation des cours des produits de base. Maintenant que les gains immédiats des réformes des prix se sont matérialisés dans bien des pays, la croissance devra provenir dans une plus large mesure d'une augmentation de la productivité. Les pouvoirs publics, le secteur privé et les bailleurs de fonds sont actuellement plus disposés à investir dans l'agriculture subsaharienne : une opportunité existe qu'il ne faut pas manquer de saisir.

CONCLUSION

En guise de conclusion, le secteur agricole reste jusqu'à nos jours le premier créateur d'emploi à Madagascar et 80% de la population malgache y tire ses revenus. Cela montre que le développement agricole est primordial pour la prospérité économique du pays. Comme les occasions d'emplois se développent très légèrement dans les autres secteurs économiques, le bien-être de la plupart de la population malgache demeurera encore attaché à l'agriculture dans le bref et moyen terme. Il est sans doute que c'est de l'évolution de ce secteur que dépendront le progrès ou la détérioration des conditions de vie de la population malgache.

De plus, l'agriculture est un facteur essentiel pour la croissance économique d'un pays et le fait de promouvoir le secteur agricole conduit au développement rural. La politique agricole est primordiale dont on peut mettre en œuvre la relance de l'agriculture et aussi une exécution des plans d'action pour mettre l'agriculture aux services du développement.

BIBLIOGRAPHIE

Banque mondiale : Rapport sur le développement dans le monde 2008. L'agriculture au service du développement, Banque mondiale, Washington DC, 2008.

CHRISTOPHE Gatineau, « Aux sources de l'agriculture, la permaculture », Editions du Sable fin, Septembre 2014.

FES, l'agriculture à Madagascar : Comment réaliser la révolution dans le secteur agricole, Antananarivo, Juillet 2014

Jean R.E RASOARAHONA, Etats des lieux du développement de l'agriculture à Madagascar, 2014.

L.RAVELOMANANTSOA et al, Réflexions sur le développement rural à Madagascar

MAAF, « les politiques agricoles à travers le monde : quelques exemples. Madagascar », 2014.

RAKOTOARY Jean Chrysostome, le plan d'action pour le développement rural de Madagascar, cadre référentiel et processus pour le développement rural durable, Palais des Congrès, Cotonou, République du Bénin 02-04 Mai 2013

ANNEXES

ANNEXE 1 :

Bien que Madagascar soit un pays peu peuplé (près de 20 millions d'habitants en 2011) pour un territoire d'environ 600.000 Km², sa population a été multipliée par 3,8 en 50 ans (1950-2000) et, même si le taux de croissance démographique diminue maintenant, la population malgache devrait continuer à croître pour atteindre 45 millions d'habitants en 2050. Un des enjeux pour Madagascar et son agriculture sera donc déjà de répondre aux besoins alimentaires de cette population en forte croissance, ce qui devrait conforter la place prépondérante du riz dans l'agriculture et l'économie.

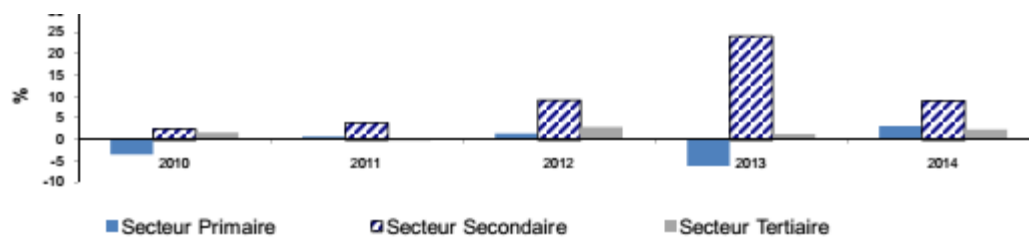
Le défi principal est incontestablement l'arrivée massive, et pour de nombreuses années encore, des nouveaux entrants sur le marché du travail. Actuellement, ce sont 300 000 jeunes par an qui entrent dans la vie active. Ils seront plus de 600 000 par an en 2030. Il s'agit essentiellement de jeunes ruraux souvent peu éduqués. Jusqu'à maintenant c'est le secteur agricole qui a majoritairement absorbé cet afflux de main-d'œuvre. En dehors de l'agriculture, les capacités d'absorption du reste de l'économie sont très limitées. Ainsi, les secteurs textiles et tourisme, qui apparaissent comme des secteurs d'expansion et de référence de l'économie malgache ne sont susceptibles d'absorber au mieux que 43 000 actifs supplémentaires par an durant les prochaines années. Jusqu'à présent, une grande partie des nouveaux arrivants ruraux sur le marché du travail a pu être absorbée par le secteur agricole par le biais de la création de nouvelles exploitations. Cette évolution a été spectaculaire puisque près d'un million de nouvelles exploitations ont été créées en dix ans, entre 1985 et 2005. Cette poussée s'est traduite par l'augmentation des surfaces cultivées, plutôt que par l'intensification, d'autant que les rendements ont peu progressé. On observe aussi une diminution progressive de la taille des exploitations qui traduit l'arrivée au point de saturation quant à la capacité d'absorption de l'accroissement démographique en zone rurale, notamment dans les zones les plus peuplées. En conséquence, on assiste actuellement à des phénomènes croissants de saturation foncière. En 20 ans, la superficie totale des exploitations agricoles a augmenté de 19% soit un taux d'accroissement annuel (0,86%) nettement inférieur à l'accroissement annuel de la population agricole (3,2%) et du nombre d'exploitations (3,3%). En conséquence, la taille moyenne des exploitations a diminué et est passée de 1,2 ha/exploitation en 1984-85 à 0,86 ha/exploitation en 2004-05, soit une réduction de près de 30% en 20 ans. La recherche d'une sécurité énergétique, qui sous-entend une moindre dépendance vis-à-vis des importations en carburant fossile, a conduit le pays à la promotion

d'agro carburant ces dernières années. La potentialité du pays en termes d'espace se trouve parmi les principaux arguments avancés en faveur du développement des agro carburants. Même si certaines cultures destinées à la production d'agro carburant (comme le jatropha) sont réputée pour avoir la faculté de se développer sur des terres marginales, il y a toujours de la concurrence avec les terrains agricoles vu les besoins en superficie (plusieurs dizaines de milliers d'hectare) de ces projets agro carburants.

ANNEXE 2 :



Annexe 3 : Taux de croissance par secteur d'activité



Source : Instat/TBE n°20, juillet 2015

TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE.....	I
LISTE DES TABLEAUX.....	II
LISTE DES SIGLES ET ABREVIATION.....	III
REMERCIEMENTS.....	IV
INTRODUCTION.....	1
PARTIE I : SITUATION DUMONDE RURAL.....	2
CHAPITRE 1 : Autoconsommation de production et pauvreté.....	3
SECTION 1 : Autoconsommation de production.....	3
SECTION 2 : Pauvreté.....	6
CHAPITRE 2 : Problèmes rencontrés et les conséquences dangereuses.....	8
SECTION 1 : quelques problèmes majeurs.....	8
SECTION 2 : Les conséquences dangereuses.....	9
PARTIE II : POLITIQUE AGRICOLE.....	12
CHAPITRE 1 : Relancer l’agriculture par cinq actions prioritaires.....	14
SECTION 1 : Vision à court terme.....	14
SECTION 2 : Les éléments d’une vision à long terme.....	20
CHAPITRE 2 : Exécution des plans d’action pour mettre l’agriculture au service du développement.....	25
SECTION 1 : Ouverture et élargissement des voies de sorties de la pauvreté.....	25
SECTION 2 : Assurer la croissance et la sécurité alimentaire.....	26
CONCLUSION.....	29
BIBLIOGRAPHIES.....	i
ANNEXES.....	ii

Nom : ANDRIAMANDIA

Prénoms : Volantsoa Sarindra

Titre : Agriculture et développement rural à Madagascar

Nombre de page : 39

Nombre de tableaux : 2

Nombre de graphique : 1

Résumé

Madagascar est un pays à vocation agricole et l'agriculture a une place très importante dans ce pays car il emploie presque 80% de la population malgache. Ainsi, l'agriculture contribue environ 29% du PIB.

Malheureusement, les agriculteurs malgaches pratiquent des exploitations traditionnelles un peu tardives qui rendent les rendements en faible quantité. De plus, ces rendements insuffisants ne faisaient que nourrir les membres de la famille. Cela veut dire que toutes les productions sont destinées vers l'autoconsommation. La population rurale est très pauvre.

L'agriculture est un levier pour le développement de ce pays car c'est un facteur essentiel de la croissance économique. En mettant en œuvre une politique agricole dont on parle une relance de l'agriculture et l'exécution des plans d'action pour mettre l'agriculture au service du développement.

Encadreur : Monsieur le Professeur RAZAFINDRAVONONA Jean

Adresse de l'auteur : Lot IIH12S Ankadindramamy

Email : sandriamandia@yahoo.com